

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



Secrétariat général pour l'administration

DIRECTION
DE LA MÉMOIRE, DU PATRIMOINE
ET DES ARCHIVES

Sous direction de l'immobilier
et de l'environnement
Bureau environnement
Affaire suivie par :
Elsa Péron
elsa.peron@intradef.gouv.fr
☎ 01.44.42.13.57
✉ 01.44.42.12.13

Paris, le 04 AVR 2013
N° DEF/SGA/DMPA/SDIE/ENV
000505

Bordereau d'envoi

à Monsieur le directeur de la Société Française
Donges-Metz - 47 avenue Franklin Roosevelt
77 210 Avon

à Monsieur le préfet du département de la Marne
38, rue Carnot
51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

| Désignation des pièces | Nombre | Observations |
|---|--------|---|
| <p>OBJET : Arrêté ministériel d'autorisation de mise en service d'installations classées pour la protection de l'environnement (rubriques n°s 1185-2-b, 1432-1-c, 1432-1-d, 1434-2, 2910-A-2 et 2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) et d'installations, ouvrages, travaux ou activités (rubriques n°s 1.1.2.0-2, 2.1.5.0-1 et 3.2.3.0-2 de la nomenclature des opérations soumises à la loi sur l'eau) situées sur le territoire des communes de Nuisement-sur-Coole et de Breuvery-sur-Coole (Marne).</p> <p>- Prescriptions techniques particulières concernant le « parc A » de stockage de liquides inflammables de Chalons-en-Champagne : - Rapport de présentation du CODERsT de la Marne + dossier :</p> <p>Référence : Note n° 13-00965 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 6 mars 2013</p> <p>Copie (récépissé seulement) :</p> <p>- CGA/IIC - 14, rue Saint-Dominique 75 700 PARIS SP 07</p> <p>- DCSEA - 27 boulevard de Stalingrad 92 240 MALAKOFF</p> <p>- Monsieur le général commandant l'état-major de l'EMSD - 1 boulevard Clemenceau – BP 30 001 57 044 METZ CEDEX 1</p> | 1 | <p>Transmis pour attributions</p> <p>Le préfet de la Marne est chargé de transmettre ce document aux maires des communes de Nuisement-sur-Coole et de Breuvery-sur-Coole pour affichage selon l'article 4 de cet arrêté et d'informer les tiers conformément à l'article 5 de ce même arrêté.</p> <p>L'ingénieur en chef des ponts des eaux et des forêts Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement Stanislas PROUVOST</p> |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Défense

Arrêté du 04 AVR 2013

Portant autorisation de mise en service d'installations classées pour la protection de l'environnement (rubriques n^{os} 1185-2-b, 1432-1-c, 1432-1-d, 1434-2, 2910-A-2 et 2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) et d'installations, ouvrages, travaux ou activités (rubriques n^{os} 1.1.2.0-2, 2.1.5.0-1 et 3.2.3.0-2 de la nomenclature des opérations soumises à la loi sur l'eau) situées sur le territoire des communes de Nuisement-sur-Coole et de Breuvery-sur-Coole (Marne).

NOR :

Le ministre de la Défense,

- Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- Vu la directive 2008/105/CE du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le titre 1^{er} du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment les rubriques n^{os} 1185-2-b, 1432-1-c, 1432-1-d, 1434-2, 2910-A-2 et 2920 ;
- Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux ou activités sur l'eau notamment les rubriques n^{os} 1.1.2.0-2, 2.1.5.0-1 et 3.2.3.0-2 ;
- Vu la nomenclature des installations classées définie par l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités définie par l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- Vu le code du travail et notamment l'article R. 4512-6 et suivants ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le décret du 24 février 1995 confiant l'exploitation du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la Société Française Donges-Metz ;
- Vu le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;

- Vu le décret n°99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pressions ;
- Vu le décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code du travail ;
- Vu le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques ;
- Vu l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu l'arrêté du 8 décembre 1995 modifié relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service ;
- Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 10 mai 2000, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement ;
- Vu l'arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité ;
- Vu l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive ;
- Vu l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter ;
- Vu l'arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
- Vu l'arrêté du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité, des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans l'étude de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 29 novembre 2006 modifié portant modalité d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

- Vu l'arrêté du 18 avril 2008, relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R.212-9 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 3 octobre 2010, relatif aux stockages aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement;
- Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 24 janvier 2011 fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées ;
- Vu l'arrêté du 12 octobre 2011, relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel de prescription du plan de prévention des risques technologiques sur les communes de Nuisement-sur-Coole et Breuvery-sur-Coole, autour des installations du parc A de stockage de liquides inflammables de la SFDM ;
- Vu l'arrêté ministériel de prorogation du délai d'instruction du dossier de l'enquête publique relatif à la demande d'autorisation d'exploiter le parc A de stockage de liquides inflammables de Nuisement-sur-Coole (51), en date du 12 novembre 2012 ;
- Vu la circulaire du 9 novembre 1989 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (dépôts anciens de liquides inflammables rubriques 253) (abrogée et reprise) ;
- Vu la circulaire du 6 mai 1999 relative à l'extinction des feux de liquides inflammables (abrogée et reprise)
- Vu la circulaire du 08 février 2007 relative aux sites et sols pollués ;
- Vu la circulaire du 13 mars 2008 relative à l'application de l'arrêté du 31 janvier 2008 ;
- Vu la circulaire du 05 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de danger, à l'appréciation de la démarche du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées pour la protection de l'environnement en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- Vu la circulaire du 12 janvier 2011, relative à l'articulation entre le plan opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification ORSEC afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées ;

- Vu l'instruction n° 24705/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE du 12 mars 2012 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ;
- Vu l'instruction générale n° 22914/DEF/SGA/DAJ du 25 mars 2010 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ;
- Vu l'instruction n° 20079/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE du 5 janvier 2005 relative aux incidents ou aux accidents survenus dans des établissements relevant du ministère de la défense ou dans des établissements comprenant des installations classées dont la police est assurée par l'inspection des installations classées de la défense ;
- Vu l'instruction n° 20737/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE du 9 mai 2003 relative au plan d'opération interne et aux plans d'urgence appliqués aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ;
- Vu rapport d'étude de l'INERIS n° DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisée dans certains secteurs industriels ;
- Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter révisé, en date du 10 novembre 2011 présenté par monsieur le directeur général de la Société Française Donges-Metz (lettre QSE/11-099 du 10 novembre 2011) ;
- Vu les rapports d'inspections du Contrôle Général des Armées (CGA) relatifs au parc A n° 10-03197- DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 5 juillet 2010 et n° 12-0696 du 22 novembre 2012 et leurs lettres d'accompagnement n° 10-03201- DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 5 juillet 2010 et n° 12-05123- DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 23 novembre 2012 ;
- Vu la lettre SFDM QSE/10-138 du 20 août 2010 relative aux mesures prises à la suite de l'inspection de l'établissement en juin 2010 ;
- Vu la lettre du CGA n° 10-05847-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 21 décembre 2010, relative à la demande de réalisation d'une tierce expertise de l'étude de dangers du parc A de Nuisement-sur-Coole ;
- Vu le rapport d'observations n° 11-01821-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 31 mars 2011 formulées sur les scénarios étudiés dans le cadre de l'étude de dangers du parc A de Nuisement-sur-Coole ;
- Vu la lettre du CGA n° 11-01838-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 1^{er} avril 2011, relative à l'obligation de constitution de garanties financières avant la mise en activité des installations du parc A de Nuisement-sur-Coole ;
- Vu le rapport n° 11-02869-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 25 mai 2011, relatif à la mise à jour du plan d'opération interne du parc A de Nuisement-sur-Coole et sa lettre d'accompagnement n° 11-02874-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 25 mai 2011 ;
- Vu la tierce-expertise de l'étude de dangers (Rapport DSU n° 243) réalisée par l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire remise à la SFDM en septembre 2011 ;
- Vu la lettre n° 11-03968-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 1^{er} août 2011, relative à la mise en application des conclusions relatives à la tierce expertise ;
- Vu la lettre du CGA n° 11-05998-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 13 décembre 2011, relative à la réalisation des dispositions demandées dans le cadre des inspections réalisées par l'inspection des installations classées du parc A de Nuisement-sur-Coole ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du parc A de stockage de liquides inflammables de la région de Châlons-en-Champagne, sur le territoire de la commune de Nuisement-sur-Coole, n° Seeidd-IDPP2-12-02-178 en date du 22 février 2012 ;

- Vu l'arrêté préfectoral de la Marne n° 2012 EP 49 IC prescrivant une enquête publique sur le projet d'exploiter le parc C de stockage de liquides inflammables de la région de Châlons-en-Champagne, sur le territoire de la commune de Nuisement-sur-Coole, présentée par la Société Française Donges-Metz (SFDM) – 47 avenue Franklin Roosevelt – 77210 Avon, transmis par bordereau d'envoi de la direction départementale des territoires de la Marne le 19 avril 2012 ;
- Vu l'avis n°369/DPC en date du 21 mai 2012 du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civiles ;
- Vu l'avis n° IC//12-04-129 de la direction départementale des services d'incendie et de secours de la Marne en date du 07 juin 2012 ;
- Vu la lettre SFDM QSE/12-064 datée du 12 juin 2012 et le rapport additif IRSN n° PSN-RES/SA/21/2012/00003, relatif au scénario de feu généralisée à la pomperie "basse pression" ;
- Vu la lettre SFDM QSE/12-065 datée du 27 juin 2012 relative à la mise en place d'un dispositif d'extinction d'incendie aux postes de chargement des camions-citernes ;
- Vu l'avis de la direction départementale des territoires, service environnement de la Marne en date du 29 juin 2012 ;
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur transmis par bordereau d'envoi de la direction départementale des territoires de la Marne le 16 juillet 2012
- Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Société Française Donges-Metz en date du 9 octobre 2012 ;
- Vu la proposition de prescriptions techniques particulières faites par l'inspecteur des installations classées de la Défense dans son rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments remis par la SFDM rendent compte de l'analyse menée sur l'identification des risques et de leurs conséquences ainsi que l'évaluation du niveau de maîtrise des risques ;

Considérant que les éléments fournis sont considérés comme suffisants pour permettre la démarche d'appréciation de la maîtrise des risques et la caractérisation des aléas pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ;

Considérant qu'il ressort que l'étude de dangers comporte néanmoins des insuffisances notamment en matière de justifications qui devront être prises en compte par l'exploitant dans la prochaine mise à jour de l'étude de dangers et qu'il convient de reprendre ces insuffisances dans le cadre du présent arrêté ;

Considérant que l'exploitant a identifié des mesures d'améliorations de la sécurité et qu'il convient de prendre acte de certaines de ces mesures dans le présent arrêté ,

Arrête :

Article 1^{er}

Monsieur le directeur général de la Société Française Donges-Metz est autorisé à exploiter les installations classées du parc A de stockage de liquides inflammables situées sur le territoire des communes de Nuisement-sur-Coole et de Breuvery-sur-Coole

(Marne), sous réserve du respect des prescriptions techniques particulières annexées au présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté autorise l'exploitation des installations classées suivantes, soumises à autorisation ou déclaration au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées et au titre de la rubrique de la nomenclature relative à la loi sur l'eau :

- n° 1185-2-b Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920. La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction ;
- n° 1432-1-c Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de), lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphtes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55 ° C (carburants d'aviation compris).
- n° 1432-1-d Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de), lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 25 000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes dont le point éclair est supérieur ou égal à 55 °C.
- n° 1434-2 Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation ;
- n° 2910-A-2 Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gazs de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW ;
- n° 2920 Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10^5 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW ;
- n° 1.1.2.0-2 un prélèvement permanent ou temporaire issu d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000m³/an

- mais inférieur à 200 000 m³/an ;
- n° 2.1.5.0-1 Un rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure ou égale à 20 ha ;
- n° 3.2.3.0-2 Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.

Article 3

L'exploitation de ces installations est soumise au contrôle de l'inspection des installations classées de la Défense.

Article 4

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions techniques particulières auxquelles les installations sont soumises, sera affiché :

- en permanence de façon visible dans l'établissement ;
- dans la mairie des communes Nuisement-sur-Coole et de Breuvery-sur-Coole (Marne) pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Conformément au code de l'environnement, le préfet de la Marne est chargé de l'information des tiers.

Publication de l'avis d'autorisation sera faite dans deux journaux aux frais du bénéficiaire.

Article 6

Le présent arrêté et les dispositions techniques particulières modifient et remplacent les arrêtés ministériels d'autorisation d'exploiter en date du 6 novembre 1997 et du 4 février 2003 ainsi que toutes les dispositions techniques particulières relatives au parc A de stockage de liquides inflammables de Nuisement-sur-Coole et de Breuvery-sur-Coole (Marne).

Le présent arrêté et les dispositions techniques associées ne s'appliquent pas aux installations du parc B de stockage de liquides inflammables de Cheniers (Marne) dont l'autorisation d'exploiter relève des arrêtés ministériels du 6 novembre 1997 et du 4 février 2003 et des dispositions techniques particulières.

Article 7

Le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la défense, le préfet du département de la Marne et la contrôleur des armées, chef de l'inspection des

installations classées de la défense, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à monsieur le directeur général de la Société Française Donges-Metz.

Fait le 04 AVR 2013

Pour le ministre et par délégation :

L'ingénieur en chef des ponts des eaux et des forêts
sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement,
Stanislas PROUVOST

